



**CIRANO**

Centre interuniversitaire de recherche  
en analyse des organisations

---

**Cahiers CIRANO**  
*CIRANO Papers*

---

**99c-01**

**Les Expos, l'OSM, les universités, les  
hôpitaux : Le coût d'un déficit de 400 000  
emplois au Québec**

**Expos, Montreal Symphony Orchestra,  
Universities, Hospitals: The Cost of a  
400,000-Job Shortfall in Québec**

*Marcel Boyer*

Montréal  
Avril 1999

## CIRANO

Le CIRANO est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche. La *Série Scientifique* est la réalisation d'une des missions que s'est données le CIRANO, soit de développer l'analyse scientifique des organisations et des comportements stratégiques.

*CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Québec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, and grants and research mandates obtained by its research teams. The Scientific Series fulfils one of the missions of CIRANO: to develop the scientific analysis of organizations and strategic behaviour.*

### Les organisations-partenaires / The Partner Organizations

- École des Hautes Études Commerciales
- École Polytechnique
- Université Concordia
- Université de Montréal
- Université du Québec à Montréal
- Université Laval
- Université McGill
- MEQ
- MRST
- Alcan Aluminium Ltée
- Banque Nationale du Canada
- Bell Québec
- Développement des ressources humaines Canada (DRHC)
- Egis
- Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec
- Hydro-Québec
- Imasco
- Industrie Canada
- Microcell Labs inc.
- Raymond Chabot Grant Thornton
- Téléglobe Canada
- Ville de Montréal

© 1999 Marcel Boyer. Tous droits réservés. All rights reserved.

Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©.

Short sections may be quoted without explicit permission, provided that full credit, including © notice, is given to the source.

La collection des *Cahiers CIRANO* est publiée dans l'intention de rendre accessibles les résultats préliminaires de la recherche effectuée au CIRANO, afin de susciter des échanges et des suggestions. Les idées et les opinions émises sont sous l'unique responsabilité des auteurs, et ne représentent pas nécessairement les positions du CIRANO ou de ses partenaires.  
*The CIRANO Papers collection presents preliminary research carried out at CIRANO and aims to encourage discussion and comment. The observations and viewpoints expressed are the sole responsibility of the authors. They do not necessarily represent positions of CIRANO or its partners.*

ISSN 1198-8177

# **Les Expos, l'OSM, les universités, les hôpitaux : Le coût d'un déficit de 400 000 emplois au Québec**

## **Expos, Montréal Symphony Orchestra, Universities, Hospitals: The Cost of a 400,000-Job Shortfall in Québec\***

*Marcel Boyer*<sup>†</sup>

### **Résumé / Abstract**

Les problèmes socio-économiques qui affligent le Québec dans plusieurs secteurs d'activité sont des phénomènes interreliés qui découlent en bonne partie de la sous-performance relative du Québec en termes de croissance, de développement économique et de création d'emplois. Cette sous-performance dure depuis près de vingt ans et elle s'est sensiblement accrue depuis le début des années 90. Malgré une croissance économique de près de 2 % par an, depuis le début des années 80, la situation relative du Québec se dégrade et pour maintenir des services économiques et sociaux d'une qualité comparable à celle que peuvent et pourront s'offrir le reste du Canada et les États-Unis, un vigoureux coup de barre s'impose. Le Québec a un urgent besoin d'une véritable nouvelle révolution tranquille. Dans cet article, nous survolerons l'évolution économique du Québec des deux dernières décennies, puis nous apporterons quelques éléments de solution qui, lorsque mises en œuvre, assureront un avenir plus prometteur aux Québécois.

*The socio-economic problems afflicting Québec in various activity sectors are associated phenomena stemming largely from Québec's relative underperformance in terms of growth, economic development and job creation. We shall see that Québec's underperformance has lasted close to 20 years and has substantially worsened since the early 1990s. Despite economic growth of close to 2% per year since the early 1980s, Québec's relative position is deteriorating, and in order to maintain economic and social services of a quality comparable to those which the Rest of Canada and the US can afford now and in the future, a sharp change of course is required. Québec urgently needs a genuine new Quiet Revolution. In this article, we will survey Québec's economic evolution over the last two decades, and we will put forward some clues for solutions which, when put into place, will ensure Quebeckers with a more promising future.*

---

\* Adresse de l'auteur : Marcel Boyer, CIRANO, 2020 rue University, 25<sup>ème</sup> étage, Montréal, Qc, Canada H3A 2A5 Tél. : (514) 985-4002 Fax : (514) 985-4035 courriel : boyerm@cirano.umontreal.ca  
Cet article a été publié en deux parties dans La Presse, les 30 et 31 mars 1999.

† Université de Montréal, École Polytechnique et CIRANO

## *Profil de l'auteur*

### *Marcel Boyer*

Titulaire d'un Ph.D. en économie de la *Graduate School of Industrial Administration* de l'université Carnegie-Mellon, Marcel Boyer est Président-directeur général du CIRANO. Il est également titulaire depuis 1993 de la Chaire Jarislowsky / CRSNG / CRSH en « technologie et concurrence internationale » au Département de mathématiques et de génie industriel de l'École Polytechnique de Montréal, et depuis 1994, professeur au département des sciences économiques de l'Université de Montréal dont il a assumé la direction de 1983 à 1989.

Président de l'Association Canadienne d'Économie en 1990-91 et de la Société Canadienne de Science Économique en 1995-96, Marcel Boyer est membre élu de la Société Royale du Canada, membre du Conseil National de la Statistique du Canada, membre du comité de gestion des Laboratoires Universitaires Bell Emergis (LUBE, Québec), et membre du Boards of Directors du U.S. National Bureau of Economic Research à titre de représentant des économistes canadiens. Il est président du conseil d'administration du Réseau de Calcul et de Modélisation Mathématique (RCM<sub>2</sub>), un réseau de sept centres d'excellence regroupant au total quelque 200 chercheurs universitaires en mathématique, physique, recherche opérationnelle, informatique, ingénierie, finance et économie.

Marcel Boyer a reçu l'Alexander-Henderson Award (Carnegie-Mellon University 1971) et le prix triennal d'excellence scientifique de la Société Canadienne de Science Économique (1985). Il a été nommé « Endowment-for-the-Future Distinguished Scholar » (University of Alberta 1987) et « Distinguished Guest Professor » (Wuhan University of Technology, Chine 1995). Il a été élu en 1997, Fellow de l'*International Journal of Industrial Organization*. Il a présidé le comité du programme du Congrès nord-américain de l'Econometric Society de juin 1998.

Les activités de recherche actuelles de Marcel Boyer s'articulent autour des thèmes suivants : la technologie et la concurrence, l'économie de l'information et de l'incertain, les organisations et la concurrence stratégique. Il est l'auteur de plus de 120 articles scientifiques, rapports publics et cahiers scientifiques et il a donné quelque 150 conférences et séminaires scientifiques à travers le monde.

## *Author's Profile*

### *Marcel Boyer*

Marcel Boyer holds a Ph.D. degree in economics from The Graduate School of Industrial Administration of Carnegie-Mellon University (1973). He is President and Chief Executive Officer of CIRANO, and also the S.A. Jarislowsky Professor of Economics and Industrial Engineering [Technology and International Competition] at L'École Polytechnique de Montréal and Professor of Economics at the Université de Montréal.

President of the Canadian Economics Association (CEA) in 1990-91 and President of La Société Canadienne de Science Économique (SCSE) in 1995-96, Marcel Boyer is an elected member of the Royal Society of Canada since 1992, a member of the Management Committee of the Bell Emergis University Labs (LUBE, Québec), and the Canadian Economics Association representative on the Board of Directors of the U.S. National Bureau of Economic Research (NBER) since 1992. He is Chairman of the board of the Network for Computing and Mathematical Modelling (NMC<sub>2</sub>), a network of centers of excellence regrouping some 200 researchers in Mathematics, Physics, Operations Research, Computer Science, Engineering and Economics.

Marcel Boyer was awarded the "Alexander-Henderson Award" by Carnegie-Mellon University for excellence in economic theory (1971) and SCSE "Triennial Prize for Scientific Excellence" (1985). He was named "Endowment-for-the-Future Distinguished Scholar" by the University of Alberta (1987), "Distinguished Guest Professor" by the Wuhan University of Technology (China, 1995), and Fellow of the *International Journal of Industrial Organization* (1997). He was the Program Chair of the 1998 North American Summer Meeting of the Econometric Society.

Marcel Boyer's scientific research interests can be regrouped under three headings: technology and international competition, the economics of organizations and of strategic competition, and the economics of uncertainty and information. He has published over 120 scientific articles, public reports and current discussion papers and has given over 150 seminars and conferences around the world.

## **Première partie** (parue dans La Presse du 30 mars 1999)

Les problèmes socio-économiques qui affligent le Québec, entre autres aux chapitres des services de santé, de l'enseignement collégial et universitaire, de la R&D industrielle, du soutien aux industries culturelles et du développement des activités récréatives (entre autres, du maintien d'équipes de sport professionnel) sont des phénomènes interreliés qui découlent en bonne partie de la sous-performance relative du Québec en termes de croissance, de développement économique et de création d'emploi. Nous verrons que cette sous-performance du Québec dure depuis près de vingt ans et qu'elle s'est sensiblement accentuée depuis le début des années quatre-vingt-dix. Malgré une croissance économique de près de 2 % par an depuis le début des années quatre-vingts, la situation relative du Québec se dégrade et il deviendra de plus en plus difficile, voire impossible, pour le Québec de maintenir des services économiques et sociaux de qualité comparable à celle que peuvent et pourront s'offrir ses partenaires économiques immédiats que sont le reste du Canada (ROC) et les États-Unis. Nous sommes en train de préparer des jours difficiles pour nos enfants. Il est temps de sonner l'alarme. Un coup de barre vigoureux s'impose : Le Québec a un urgent besoin d'une véritable nouvelle révolution tranquille et le temps presse.

Avant de présenter les principaux éléments de ce que pourrait être cette nouvelle révolution des idées et mentalités, il est nécessaire de bien documenter l'évolution économique du Québec des deux dernières décennies. Les quelques «faits» suivants devraient être suffisants pour convaincre les décideurs politiques, économiques et sociaux et l'ensemble des citoyens du Québec de l'urgence de la situation.

1. De 1981 à 1997, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel, le produit intérieur brut réel étant une mesure de la santé économique et de la richesse d'une société, a été de 1,9 % au Québec comparativement à 2,6 % dans le reste du Canada (ROC). En d'autres termes, le PIB réel a augmenté de 35,5 % au Québec et de 49,6 % au ROC durant cette période. En pourcentage du PIB réel canadien, le PIB réel québécois est passé de 23,5 % au début des années quatre-vingts à moins de 22 % aujourd'hui. La situation s'est détériorée depuis 1990 : le taux de croissance annuel moyen du PIB québécois a chuté à 1,2 % au Québec par rapport à 2,1 % au ROC.

2. À ce rythme, le PIB réel per capita du Québec passerait en 25 ans (une génération) de 22 990 \$ à 31 197 \$, une augmentation de 35,7 %, alors que le PIB réel per capita du ROC passerait de 26 908 \$ à 45 663 \$, une augmentation de 69,7 %. Ainsi, le PIB réel per capita qui accusait en 1995 un retard de 17 % par rapport à celui du ROC, accuserait dans une génération un retard de 46 %. En d'autres termes, la différence de PIB par famille de quatre personnes entre le Québec et le ROC passerait de 15 672 \$ à 43 398 \$.
3. De 1981 à 1998, le nombre total d'emplois a augmenté au Québec de 525 000, soit une croissance de 18,7 % pour l'ensemble de cette période de 17 ans. Cette performance qui peut paraître très favorable doit être comparée à celles de nos voisins immédiats que sont le ROC et les États-Unis. Le ROC a créé durant cette période 2 403 000 emplois, soit une croissance de 28,0 % et les États-Unis ont créé 31 576 000, soit une croissance de 31,5 %. Pour la période allant de 1990 à 1998, le nombre d'emplois a augmenté de 4,9 % au Québec, de 10,1 % au ROC et de 11,1 % aux États-Unis.
4. En d'autres termes, l'économie du Québec crée systématiquement moins d'emplois que celle du ROC. Ainsi, alors que le Québec représente environ 24,6 % de la population du Canada, il n'a créé que 18,8 % des emplois créés au Canada entre 1981 et 1998. Pour la période de 1990 à 1998, ce pourcentage a chuté à 13,4 %. En 1998, le Québec a créé 68 000 emplois, soit sa deuxième meilleure performance annuelle en 10 ans; mais ces 68 000 emplois créés ne représentent que 17,6 % des 386 000 emplois créés au Canada en 1998. En somme, si le Québec avait depuis 1981 créé des emplois au même rythme que le ROC et les États-Unis, soit une augmentation de 31,2 % des emplois (moyenne pondérée ROC et États-Unis) plutôt que celle observée de 18,7 %, ce sont 875 000 emplois qui auraient été créés, soit 350 000 (ou 67 %) de plus que les 525 000 emplois effectivement créés.
5. Les deux paragraphes précédents réfèrent au nombre total d'emplois et incluent donc tant les emplois à temps plein que les emplois à temps partiel. La situation au chapitre des emplois à temps plein seulement est la suivante. Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 10 % au Québec entre 1981 et 1990 comparativement à 13,6 % au ROC. Pour la période allant de 1990 à 1998 (9 ans), le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 2,2 % au Québec (59 000 emplois) et de 7,9 % au ROC

(666 000 emplois). Ainsi, alors que 20 % des emplois à temps plein créés au Canada dans les années quatre-vingts ont été créés au Québec, la part de ce dernier dans la création d'emplois à plein temps a chuté à 8,1 % dans les années quatre-vingt-dix (une période de 9 ans), une évolution pour le moins inquiétante.

6. Le taux d'emploi (pourcentage de la population détenant un emploi) est un indicateur crédible et révélateur de la santé économique d'une société. Or, ce taux est sensiblement inférieur au Québec (56 %) par rapport au ROC (61 %) et aux États-Unis (64 %). Pour que le taux d'emploi au Québec soit égal à celui du ROC et des États-Unis, il faudrait au Québec 465 000 emplois de plus que les 3 328 000 emplois de 1998, soit 14 % plus d'emplois. Ces résultats impliquent que le taux de chômage au Québec se compare mal aux taux observés au ROC ou aux États-Unis. Sur une base relative équivalente (même pourcentage de la population au travail ou à la recherche active d'un emploi), le taux de chômage atteindrait 17 % au Québec en 1998 comparativement au taux officiel de 10,4 %.
7. L'écart entre les taux d'emploi est particulièrement frappant pour les hommes de 55-64 ans. Ce taux a baissé de manière significative au Québec depuis 20 ans. Alors que près de 72 % des hommes de 55-64 ans détenaient en emploi au Québec en 1976, ce pourcentage est passé à 49 % en 1996, soit une baisse de 23 points. Le taux d'emploi au ROC a baissé pour le même groupe et la même période de 74 % à 57 % (17 points) et aux États-Unis de 71 % à 65 % (6 points). Ainsi, moins de la moitié des hommes de 55-64 ans au Québec occupe actuellement un emploi comparativement aux deux-tiers aux États-Unis.

La performance économique du Québec traîne dangereusement derrière celle du ROC et des États-Unis et ce, depuis près de vingt ans. De plus, l'écart de performance se creuse d'année en année. La création d'emplois est relativement anémique au Québec depuis plus de 15 ans et davantage encore depuis le début des années quatre-vingt-dix. Le taux d'activité y est aussi significativement inférieur. En d'autres termes, le taux de chômage relatif au Québec est nettement et dangereusement sous estimé.

La situation économique relative du Québec, si elle devait continuer à se dégrader comme c'est le cas depuis près de 20 ans, laisse entrevoir des crises de plus en plus sérieuses : dégradation relative des services de santé et des

services sociaux, baisse de la qualité relative de la formation scientifique et professionnelle aux niveaux collégial et universitaire, dépérissement relatif ou développement au ralenti des infrastructures (routes, réseaux d'aqueduc, assainissement des eaux usées, télécommunications, inforoute), dégradation de l'environnement, dépérissement des industries culturelles (musique, danse, théâtre, musées, festivals) et baisse de la qualité relative des activités récréatives de toutes sortes (y compris une baisse de qualité, voire la disparition, des équipes de sport professionnel de haut niveau).

On parle bien ici de dégradation relative et non absolue. La croissance économique québécoise de près de 2 % par an en moyenne depuis plus de 15 ans est susceptible de permettre au Québec des gains de niveau de vie appréciables. Mais la concurrence de sociétés urbaines et régionales plus performantes entraînera peu à peu la dégradation relative des services et des institutions.

Comment corriger cette situation, comment renverser la tendance actuelle, comment combler les écarts de sous-performance relative et placer le Québec dans le peloton de tête des économies régionales en Amérique du Nord ? Plusieurs défis devront être relevés. Nous présenterons demain les principaux jalons de cette réforme en profondeur, de cette véritable nouvelle révolution tranquille, dont le Québec a un urgent besoin.

## **Deuxième partie** (parue dans La Presse du 31 mars 1999)

Nous avons vu dans l'article d'hier que la performance économique du Québec traînait dangereusement derrière celle du reste du Canada (ROC) et derrière celle des États-Unis et ce, depuis près de vingt ans. De plus, l'écart de performance se creuse d'année en année : le taux de croissance du PIB réel du Québec est de 1,2 % par an en moyenne depuis le début des années quatre-vingt-dix comparativement à 2,1 % pour le ROC, une situation aux conséquences désastreuses. La création d'emplois est relativement anémique au Québec depuis plus de 15 ans et davantage encore depuis le début des années quatre-vingt-dix : de 1990 à 1998 (9 ans), le Québec n'a créé que 8,1 % des emplois à temps plein au Canada alors qu'il représente 24,6 % de la population. Le taux d'emploi est nettement inférieur au Québec par rapport au ROC et aux États-Unis, en particulier chez les hommes de 55-64 ans et le taux de chômage relatif au Québec est nettement et dangereusement sous estimé.

Pourquoi une telle situation et comment y remédier ? Au premier chef, il faut mentionner que la sous-performance économique du Québec est le résultat d'un manque généralisé d'incitations à la performance et à l'augmentation de la productivité d'une part et du vieillissement des mécanismes publics de coordination et d'affectation des ressources d'autre part. Bref, elle résulte de la sous-performance de nos institutions, organisations et entreprises tant à assurer l'utilisation et le développement optimaux des ressources (les bonnes ressources aux bons endroits aux bons moments pour la production des bons produits et services) qu'à motiver les individus à se prendre en charge et à intensifier leurs contributions à l'économie et au mieux-être de la société.

Le syndrome de la retraite à 50-55 ans est un facteur important de l'appauvrissement relatif du Québec. Le fait que le taux d'emploi des hommes de 55-64 ans ait chuté de 23 points de pourcentage entre 1976 et 1996, pour atteindre aujourd'hui un niveau inférieur à 50 %, représente une perte considérable de main d'œuvre et de compétences dont on ne se préoccupe pas suffisamment. Rappelons qu'en 1996, le taux d'emploi des hommes de 55-64 ans était de 57 % au ROC et de 65 % aux États-Unis. Le cliché populaire voulant que les retraites hâtives et prématurées créent des ouvertures pour les jeunes n'a aucun fondement analytique ou scientifique. Les retraites hâtives et prématurées, en privant l'économie d'une main d'œuvre compétente et expérimentée, nuisent à la capacité concurrentielle du Québec et ont par conséquent un effet dévastateur sur la création d'emplois.

Le taux d'emploi relativement faible du Québec peut avoir plusieurs causes. Mentionnons trois possibilités, en référence en particulier aux cas des hommes de 55-64 ans. D'abord, le discours politique ambiant de mise à la retraite à 50-55 ans peut finir par donner l'impression que la meilleure façon de contribuer au bien-être de ses concitoyens est de cesser de travailler. De toute évidence, c'est là une énorme fausseté que trop de nos dirigeants continuent à répéter et à véhiculer en s'imaginant régler un problème de sous-emploi en empêchant les gens de travailler.

Ensuite, et plus fondamentalement, le niveau d'éducation moyen est significativement inférieur au Québec. Le recensement canadien de 1991 indique que le niveau de scolarisation moyen des Québécois de 55-64 ans était de 9,9 années comparativement à 11,1 au ROC et 12,2 aux États-Unis. Il est possible que les Québécois aient en moyenne plus de difficultés à s'adapter aux changements profonds qu'entraîne la nouvelle économie basée sur le savoir, à cause d'une scolarité inférieure et ce, même si cette scolarité peut dater des années cinquante. La situation particulièrement regrettable des hommes de 55-64 ans est due en bonne partie aux sous-investissements chroniques en éducation dans les années cinquante (alimentés par des querelles constitutionnelles dont nous récoltons aujourd'hui les fruits amers).

Enfin, le taux d'emploi (et le taux d'activité) relativement faible au Québec par rapport au ROC et aux États-Unis, et les pertes de croissance, de richesse et d'emplois qui en résultent, doivent résulter en dernière analyse d'un calcul avantages coûts qui amène trop de québécois à conclure qu'il est préférable et plus payant de ne pas travailler.

Le Québec souffre d'un discours social-démocrate usé, vieilli et dépassé. Ce qu'il faut instaurer, c'est une social-démocratie moderne, innovante et responsable. La différence entre les deux concepts n'est pas négligeable. La première est une social-démocratie orientée vers les moyens, la préservation des droits acquis, la protection des rentes et intérêts corporatistes, la sauvegarde des vaches sacrées, le tout enrobé dans une langue de bois où la forme et le contenant dominent le réel et le contenu, bref une société figée, enfermée dans son passé et tolérante de la médiocrité. La seconde est une social-démocratie orientée vers les fins et objectifs (à atteindre par les moyens les plus efficaces et économiques possibles), ouverte et favorable aux changements technologiques et organisationnels, favorisant l'émergence et le pouvoir de la compétence dans tous les milieux et dans toutes les sphères d'activités, et réaffirmant continuellement et de manière crédible la volonté de

reconnaître les contributions réelles et tangibles au mieux-être de la société, bref une société flexible, entreprenante et hostile à la médiocrité.

De manière plus concrète, il faut favoriser le développement et le maintien de compétences clés bien définies dans les secteurs publics et privés, le recours systématique aux mécanismes de marchés concurrentiels ouverts et transparents et ce, non seulement dans les sphères traditionnelles du privé mais aussi dans toutes les sphères possibles du secteur public. Seuls ces mécanismes concurrentiels, ouverts et transparents (faisant un usage optimisé des nouvelles technologies de communications) peuvent garantir l'émergence d'une société où les intérêts des citoyens prédominent, où les choix de production, de consommation et d'investissements tant publics que privés sont faits de manière efficace sur la base des meilleures informations disponibles, des meilleures compétences disponibles, et des meilleures perspectives de développement, et où le réel et le contenu dominent les clichés et le contenant.

Dans un tel contexte, il faut favoriser la formation, la libéralisation, la dissémination et la compréhension des informations, développements et rouages économiques. Il faut s'abstenir de manipuler indûment les signaux de rareté (valeur) relative que sont les prix concurrentiels des biens et services tant publics que privés. Il faut réduire le coût, en particulier la taxation, des embauches et des congédiements et augmenter la rentabilité relative du travail (en diminuant entre autres les taux marginaux de taxation des chômeurs et assistés sociaux et les taux marginaux de taxation des hauts salariés) et ce, afin de dynamiser les marchés du travail, de favoriser la création d'emplois de haute qualité, et de favoriser la réinsertion sociale.

Le rôle des gouvernements et des administrations publiques, à tous les niveaux, doit d'abord et avant tout être celui d'identifier les besoins de leurs citoyens en biens et services sociaux, tant en qualité qu'en quantité, de faire les arbitrages nécessaires, et de gérer les contrats et partenariats public-privé de production et de distribution de ces biens et services au meilleur coût possible. C'est en assumant efficacement ces compétences clés que les administrations publiques, motivées par la contrainte électorale, contribueront au maximum au mieux-être des citoyens. Ces administrations ne doivent pas se substituer au secteur privé dont les compétences clés sont ou doivent être au premier chef de produire efficacement les biens et services privés, sociaux et publics, en utilisant les meilleures ressources humaines et matérielles possibles, motivé comme il se doit par la recherche d'un profit concurrentiel.

L'entrepreneurship public et privé est une ressource trop importante pour l'avenir du Québec pour que l'on se mette à le gaspiller en confondant les rôles.

Dans un contexte de globalisation des marchés, la croissance économique et l'avantage concurrentiel relatifs des sociétés reposeront de plus en plus sur leur capital humain respectif, et donc sur la qualité de leurs ressources humaines, plutôt que sur leurs technologies spécifiques ou leurs dotations en ressources matérielles et naturelles. Cette globalisation permet et permettra d'accéder à des marchés gigantesques dans lesquels la compétence dominera. Il est crucial pour la société du Québec de pouvoir compter sur des entreprises capables d'affronter cette concurrence basée sur la compétence et de bien s'en sortir.

D'où l'importance des mécanismes incitatifs à la performance dans le développement et la mise à jour continue des compétences. Il faut favoriser la prise en charge par chaque individu du développement et du maintien de son capital humain, de sa base de compétences. Il faut soumettre les institutions de formation des compétences scientifiques et professionnelles (écoles, collèges et universités) à des mécanismes d'incitations puissants et crédibles, et donc revoir de fond en comble les mécanismes actuels de financement public (et privé) des institutions d'enseignement pour mettre l'accent sur l'efficacité et la compétence avec laquelle elles s'acquittent de leur mission de formation des compétences dont l'économie et la société ont et auront besoin. Il faut plus généralement libéraliser les prix des biens et services sociaux, de santé, d'éducation ou autres, pour éviter le gaspillage et favoriser l'émergence de solutions innovantes aux multiples problèmes et défis qui se posent.

Pour concilier les besoins d'incitations à la performance, de flexibilité sur les marchés du travail, d'efficacité dans l'utilisation de nos ressources et donc de vérité dans les prix (concurrentiels) tout en assurant à chaque individu et à chaque ménage un niveau de vie décent, nous devons procéder à une réingénierie profonde des mécanismes de support aux faibles revenus. Ces mécanismes devront d'abord être incitatifs pour les individus et les ménages et incitatifs également pour les entreprises privées et les administrations publiques. Une réforme majeure de la taxation des individus (en particulier pour les plus faibles revenus et les plus hauts revenus) et des entreprises s'impose afin de substituer aux manipulations plus ou moins paternalistes des prix un programme de redistribution directe des revenus.

C'est donc une véritable nouvelle révolution socio-économique que nous devons entreprendre. Et le temps presse. Le Québec ne peut plus se satisfaire des demi-vérités et de la langue de bois dont on l'afflige quotidiennement sous le couvert de grands et nobles sentiments. Il doit faire face à sa dure réalité actuelle et aux années exigeantes qui s'en viennent. Son retard est considérable. Atermoiements et palabres au sommet ne jouant que les mêmes rengaines usées et dépassées ou n'apportant que des palliatifs marginaux ne feraient qu'empirer son évolution et le report de décisions encore plus douloureuses.

**Part I** (published in French in La Presse, March 30, 1999)

The socio-economic problems afflicting Québec – in health care, college and university education, industrial R&D, support for cultural industries and development of recreational activities (maintaining professional sports teams, for instance) – are associated phenomena stemming largely from Québec's relative underperformance in terms of growth, economic development and job creation. We shall see that Québec's underperformance has lasted close to 20 years and has substantially worsened since the early 1990s. Despite economic growth of close to 2% per year since the early 1980s, Québec's relative position is deteriorating, and it will become increasingly hard, if not impossible, for Québec to maintain economic and social services of a quality comparable to those which its immediate economic partners, namely the Rest of Canada (ROC) and the USA, can afford now and in the future. We are setting the stage for some hard times for our children. It is time to sound the alarm. A sharp change of course is required: Québec urgently needs a genuine new Quiet Revolution, and the clock is ticking.

Before presenting the main components of this potential new revolution of ideas and mindsets, the changes in Québec's economy over the past two decades need to be clearly presented. The few facts below should be sufficient to convince political, economic and social decision-makers – and Québécois at large – of the urgency of situation.

1. From 1981 to 1997, the mean annual growth rate of real GDP – real gross domestic product being used to measure a society's economic health and affluence – was 1.9% in Québec compared with 2.6% in the Rest of Canada (ROC). In other words, real GDP rose by 35.5% in Québec and 49.6% in the ROC during that period. As a percentage of Canadian real GDP, Québec's real GDP went from 23.5% in the early 1980s to less than 22% today. The situation has worsened since 1990: the mean annual growth rate of real GDP dropped to 1.2% in Québec compared with 2.1% in the ROC.
2. At this rate, Québec's real per-capita GDP would in 25 years (one generation) rise 35.7% from \$22,990 to \$31,197, whereas the ROC's real per-capita GDP would climb 69.7% from \$26,908 to \$45,663. Thus, Québec's real per-capita GDP, which in 1995 lagged 17% behind the ROC, would in one generation see this gap widen to 46%. In other

words, the difference in GDP per four-person family between Québec and the ROC would jump from \$15,672 to \$43,398.

3. From 1981 to 1998, the total number of jobs rose by 525,000 in Québec, representing 18.7% growth for this overall 17-year period. But this performance, while at first glance highly positive, must be compared with the performance posted by our immediate neighbours, the ROC and the USA. During that period, the ROC created 2,403,000 jobs (+28.0%) and the USA 31,576,000 (+31.5%). From 1990 to 1998, the number of jobs rose by 4.9% in Québec, 10.1% in the ROC and 11.1% in the USA.
4. In other words, Québec's economy systematically creates fewer jobs than the ROC. So, whereas Québec has some 24.6% of Canada's population, it accounted for a mere 18.8% of the jobs created in Canada between 1981 and 1998. For the period from 1990 to 1998, this figure fell to 13.4%. In 1998, Québec created 68,000 jobs, its second-best yearly performance in 10 years; but these 68,000 new jobs represented only 17.6% of the 386,000 jobs created in Canada in 1998. In short, if Québec had created jobs at the same rate as the ROC and the USA since 1981 – a 31.2% employment increase, taking a weighted average for the ROC and the USA – rather than the posted rate of 18.7%, then 875,000 jobs would have been created, or 350,000 (67%) more than the 525,000 jobs actually created.
5. The previous two paragraphs refer to the total number of jobs, so they include both full-time and part-time employment. The situation regarding full-time jobs only is as follows. The number of full-time jobs increased by 10% in Québec between 1981 and 1990, compared with 13.6% in the ROC. For the nine-year period from 1990 to 1998, the number of full-time jobs rose by 2.2% in Québec (59,000 jobs) and 7.9% in the ROC (666,000 jobs). So, whereas 20% of full-time jobs created in Canada in the 1980s were in Québec, the latter's share of full-time job creation fell to 8.1% in the 1990s (a nine-year period), a disturbing trend, to say the least.
6. The employment rate (percentage of the population holding a job) is a credible indicator for gauging a society's economic health. Now, this rate is substantially lower in Québec (56%) than in the ROC (61%) and the USA (64%). For the employment rate in Québec to be equal to the ROC and the USA, Québec would need to have 465,000 more jobs

(+14%) than the 1998 figure of 3,328,000. These results imply that the "true" unemployment rate in Québec compares unfavourably to the rates observed in the ROC or the USA. On an equivalent relative basis (same percentage of the population at work or actively seeking employment), the "true" unemployment rate would be 17% in Québec in 1998, compared with the official rate of 10.4%.

7. The employment-rate differential is particularly striking for men aged 55-64. This rate has fallen significantly in Québec over the past 20 years. Whereas close to 72% of men aged 55-64 were employed in Québec in 1976, this percentage had dropped 23 points to 49% in 1996. The employment rate for the same group over the same period fell in the ROC from 74% to 57% (17 points) and in the USA from 71% to 65% (6 points). So fewer than half of men aged 55-64 in Québec currently hold a job, compared with two-thirds in the USA.

Québec's economic performance has lagged dangerously far behind the ROC and the USA for close to 20 years. Moreover, the performance differential is widening year by year. Job creation has been relatively lacklustre in Québec for more than 15 years, but especially since the early 1990s. The participation rate is also significantly lower in Québec. In other words, the relative jobless rate in Québec is substantially and dangerously underestimated.

Québec's relative economic situation, if it should continue to deteriorate as it has for close to 20 years, makes some increasingly serious crises likely: relative deterioration of health and social services, declining relative quality of scientific and vocational training at the college and university level, relative weakening or slackening of infrastructure development (highways, waterworks, wastewater treatment, telecommunications, information highway), environmental degradation, decline of cultural industries (music, dance, theatre, museums, festivals) and lower relative quality of recreational activities of all kinds (including lower quality, if not the complete disappearance, of high-level professional sports teams).

At issue here is relative deterioration, not absolute deterioration. Québec's mean annual economic growth of close to 2% over the past 15 years or more is likely to yield substantial standard-of-living gains. But competition from urban and regional societies that perform more strongly will gradually lead to the relative deterioration of services and institutions.

What can be done to set this situation right, turn current trends around, close the relative underperformance gap and place Québec among the leaders of North America's regional economies? Several challenges will have to be met. Tomorrow, we present the highlights of this fundamental reform, this genuine new Quiet Revolution, which Québec so urgently needs.

**Part II** (published in French in La Presse, March 31, 1999)

We saw in yesterday's column that Québec's economic performance was lagging dangerously behind the Rest of Canada (ROC) and the USA, and has been doing so for close to 20 years. Moreover, the performance gap is widening year by year: Québec's real GDP growth rate has averaged 1.2% a year since the early 1990s, compared with 2.1% for the ROC — a situation with disastrous consequences. Job creation has been relatively lacklustre in Québec for over 15 years, but particularly since the early 1990s: from 1990 to 1998 (nine years), Québec created only 8.1% of full-time jobs in Canada, although it has 24.6% of the population. The employment rate is substantially lower in Québec than in the ROC and the US, especially among men aged 55-64, and the relative unemployment rate in Québec is substantially and dangerously underestimated.

Why has such a situation arisen, and what can be done to set it right? First, it has to be pointed out that Québec's economic underperformance is the outcome of a widespread lack of performance and productivity incentives on the one hand, and the aging of public resource co-ordination and allocation mechanisms on the other hand. In short, it stems from the poor performance of our institutions, organizations and firms both in ensuring optimum resource utilization and development (the right resources at the right place at the right time for the production of the right goods and services) and in motivating individuals to take responsibility for themselves and step up their economic and social contribution.

The syndrome of retirement at age 50-55 is a significant factor in Québec's relative impoverishment. The fact that the employment rate of men aged 55-64 fell 23 percentage points between 1976 and 1996, and now stands beneath the 50% mark, represents a substantial loss of manpower and skills to which insufficient attention has been given. Note that in 1996, the employment rate of men aged 55-64 was 57% in the ROC and 65% in the US. The old saw whereby early retirements create openings for young people has no analytical or scientific basis. Untimely early retirements, by depriving the economy of a skilled, experienced labour force, are detrimental to Québec's competitiveness and consequently have a devastating effect on job creation.

There may be several reasons for Québec's relatively low employment rate. Let us look at three possibilities, with particular reference to men aged 55-64. First, the current political discourse concerning retirement at age 50-55 may

end up giving the impression that the best way to contribute to the well-being of one's fellow citizens is to stop working. Quite clearly, this is a colossal falsehood which all too many of our leaders continually repeat and pass on under the mistaken impression that preventing people from working is a solution to a problem of underemployment.

Next, and more fundamentally, the average level of education is significantly lower in Québec. The 1991 Canadian census showed the average level of schooling of Québécois aged 55-64 to be 9.9 years, as against 11.1 in the ROC and 12.2 in the US. It is possible that Québécois on average have more difficulty adjusting to the profound changes brought about by the new knowledge-based economy, because of their lower educational level, even if this education does date back to the 1950s. The particularly dire situation of men aged 55-64 is largely due to chronic underinvestment in education in the 1950s (fuelled by constitutional squabbles whose bitter fruit we are harvesting today).

Finally, Québec's relatively low employment rate (and participation rate) compared with the ROC and the US, and the resulting losses in terms of growth, affluence and jobs, must in the final analysis stem from a cost-benefit calculation that leads too many Québécois to conclude that it is preferable and more profitable not to work.

Québec is suffering from social democratic discourse that is stale, outmoded and obsolete. Whereas what is needed is a modern, innovative, empowered social democracy. The difference between the two concepts is substantial. The former is a social democracy focussing on means, perpetuation of acquired rights, protection of corporatist rents and interests, and preservation of sacred cows, all wrapped up in gobbledegook where form and outward appearance overshadow the real and content, in short, a society that is ossified, closed in on its past, and tolerant of mediocrity. The latter is a social democracy focussing on ends and objectives (to be attained by the most efficient, economical means possible), open and conducive to technological and organizational change, fostering the emergence and power of competency in every milieu and every field of endeavour, and continually and credibly reaffirming the desire to recognize real, tangible contributions to society's enhanced well-being, in short, a flexible, enterprising society that shuns mediocrity.

In more tangible terms, the development and maintenance of clearly defined core competencies in the public and private sectors must be fostered, along with systematic recourse to open, transparent competitive market mechanisms, not only in the private sector's traditional areas, but also in every possible public-sector sphere. Only these competitive, open and transparent mechanisms (making optimal use of new communication technologies) can guarantee the emergence of a society where citizens' interests prevail, where both public and private production, consumption and investment choices are made effectively on the basis of the best information available, the best skills available, and the best development outlook, and where the real and content win out over clichés and appearances.

In such a context, training must be promoted, along with the liberalization, circulation and understanding of information and of economic development and processes. Undue manipulation of relative rarity (value) indicators, such as competitive prices for both public and private goods and services, must be avoided. The cost of hirings and layoffs must be cut, particularly the tax-related cost, and the relative profitability of working must be enhanced (by cutting, among other things, marginal tax rates for the unemployed and welfare recipients as well as for the highly paid), in order to energize labour markets, foster the creation of high-quality jobs and promote social reintegration.

The role of government and public administration, at every level, must be first and foremost to identify citizens' needs in terms of social goods and services, both qualitatively and quantitatively, to make the necessary trade-offs, and to manage public-private contracts and partnerships for production and distribution of these goods and services at best cost. It is by effectively developing these core competencies that public administration, motivated by electoral constraints, will make the maximum contribution to citizens' well-being. These administrations must not replace the private sector, whose core competencies are or must be first to produce private, social and public goods and services efficiently, using the best possible human and material resources, motivated as is proper by the pursuit of a competitive profit. Public and private entrepreneurship is too precious a resource for Québec's future for it to be wasted by muddling roles.

In a context of market globalization, societies' relative economic growth and competitive edge will increasingly be based on their human capital, and thus on the quality of their human resources, rather than on their specific

technologies or their physical and natural endowments. This globalization provides access now and in the future to vast markets in which competency will rule. It is crucial for Québec society to be able to count on firms capable of meeting this skills-based competition head-on and performing well.

Hence the importance of performance incentive mechanisms in the development and continual upgrading of skills. Each individual's assumption of responsibility for developing and maintaining his human capital, his skills base, must be encouraged. Training institutions imparting scientific and vocational skills (schools, colleges and universities) must be subject to powerful, credible incentive mechanisms, and teaching institutions' current public (and private) funding mechanisms must thus be completely rethought so as to emphasize efficiency and the skill with which they fulfil their mission of training in the skills which society and the economy need now and will need in the future. In more general terms, the price of social, health care, educational and other goods and services must be liberalized, to avoid waste and encourage the emergence of innovative solutions to the multitude of problems and challenges we are faced with.

To reconcile the need for performance incentives, labour-market flexibility, efficient resource utilization and therefore genuine (competitive) prices while guaranteeing each individual and each household a decent standard of living, we will have to undertake a complete re-engineering of low-income support mechanisms. These will first have to be incentive-based for individuals and households, and also incentive-based for private firms and public administration. A major reform of personal taxation (in particular for those on the lowest and highest incomes) and corporate taxation is required in order to replace somewhat paternalistic price manipulations with a direct income-redistribution program.

So what we have to initiate is truly a new socio-economic revolution. And the clock is ticking. Québec can no longer content itself with the half-truths and baffle-gab inflicted on it daily in the guise of grand, noble sentiments. It has to face up to the harsh reality of its present position and the demanding years ahead. It has a great deal of catching-up to do. Prevarication and summit talk, being nothing but a replay of the same tired old clichés or providing only stopgap remedies, would only add fuel to the fire and further delay decisions that will be all the more agonizing.

## Liste des publications au CIRANO \*

### Cahiers CIRANO / *CIRANO Papers* (ISSN 1198-8169)

- 99c-1 Les Expos, l'OSM, les universités, les hôpitaux : Le coût d'un déficit de 400 000 emplois au Québec — Expos, Montréal Symphony Orchestra, Universities, Hospitals: The Cost of a 400,000-Job Shortfall in Québec / Marcel Boyer
- 96c-1 Peut-on créer des emplois en réglementant le temps de travail ? / Robert Lacroix
- 95c-2 Anomalies de marché et sélection des titres au Canada / Richard Guay, Jean-François L'Her et Jean-Marc Suret
- 95c-1 La réglementation incitative / Marcel Boyer
- 94c-3 L'importance relative des gouvernements : causes, conséquences et organisations alternative / Claude Montmarquette
- 94c-2 Commercial Bankruptcy and Financial Reorganization in Canada / Jocelyn Martel
- 94c-1 Faire ou faire faire : La perspective de l'économie des organisations / Michel Patry

### Série Scientifique / *Scientific Series* (ISSN 1198-8177)

- 99s-15 Pricing Discretely Monitored Barrier Options by a Markov Chain / Jin-Chuan Duan, Evan Dudley, Geneviève Gauthier et Jean-Guy Simonato
- 99s-14 Shame and Guilt in Lancashire: Enforcing Piece-Rate Contracts / Michael Huberman
- 99s-13 Cost Manipulation Games in Oligopoly, with Costs of Manipulations / Ngo Van Long et Antoine Soubeyran
- 99s-12 Using Employee Level Data in a Firm Level Econometric Study / Jacques Mairesse et Nathalie Greenan
- 99s-11 Incentives for Pollution Control: Regulation or (and?) Information / Jérôme Foulon, Paul Lanoie et Benoît Laplante
- 99s-10 Le coût du capital des entreprises à base de connaissance au Canada / Jean-Marc Suret, Cécile Carpentier et Jean-François L'Her
- 99s-09 Stratégies de financement des entreprises françaises : Une analyse empirique / Cécile Carpentier et Jean-Marc Suret
- 99s-08 Non-Traded Asset Valuation with Portfolio Constraints: A Binomial Approach / Jérôme Detemple et Suresh Sundaresan
- 99s-07 A Theory of Abuse of Authority in Hierarchies / Kouroche Vafai
- 99s-06 Specific Investment, Absence of Commitment and Observability / Patrick González
- 99s-05 Seasonal Nonstationarity and Near-Nonstationarity / Eric Ghysels, Denise R. Osborn et Paulo M. M. Rodrigues
- 99s-04 Emerging Markets and Trading Costs / Eric Ghysels et Mouna Cherkaoui
- 99s-03 Sector-Specific Training and Mobility in Germany / Lars Villhuber
- 99s-02 Women's Wages in Women's Work: A US/Canada Comparison of the Roles of Unions and 'Public Goods' Sector Jobs / Michael Baker et Nicole M. Fortin

---

\* Vous pouvez consulter la liste complète des publications du CIRANO et les publications elles-mêmes sur notre site World Wide Web à l'adresse suivante :

<http://www.cirano.umontreal.ca/publication/page1.html>